



Les points saillants du Rapport sur la Croissance

Vue d'ensemble

Le *Rapport sur la Croissance* est le fruit de deux années de travail au cours desquelles les 21 membres de la Commission ont consulté des universitaires, des dirigeants d'entreprise, des décideurs politiques et des ONG de premier plan, échangé des points de vue et tiré des enseignements. Le rapport reflète les connaissances acquises durant cette période et se nourrit des expériences des membres de la Commission.

Participation à l'économie mondiale

Le *Rapport sur la Croissance* considère la participation à l'économie mondiale comme un facteur crucial de croissance et affirme que les stratégies reposant exclusivement sur la demande intérieure ne durent qu'un temps.

L'économie mondiale offre aux pays en développement un marché étendu et élastique pour leurs exportations, sachant qu'un fort secteur d'exportation constitue un ingrédient déterminant pour une croissance élevée, notamment durant les premiers stades de la croissance.

Une interaction avec l'économie mondiale permet également aux économies à croissance rapide d'importer des idées, des technologies et du savoir-faire du reste du monde. Selon le Rapport, l'investissement étranger direct et l'enseignement étranger - lequel tisse souvent des réseaux internationaux solides et durables - jouent un rôle particulièrement important.

Leadership & Gouvernance

Le *Rapport sur la Croissance* souligne que les économies prospères à forte croissance partagent une caractéristique commune, à savoir des gouvernements crédibles, inclusifs et pragmatiques. Bien que les gouvernements ne doivent pas trop en faire en remplaçant les marchés ou en fermant leur économie au reste du monde, ils continuent à jouer un rôle important. Il incombe aux gouvernements, par exemple, de maintenir la stabilité des prix et la responsabilité financière, lesquelles influent sur les risques et les retours sur investissement des investisseurs privés.

Les décideurs politiques doivent choisir une stratégie de croissance, communiquer leurs objectifs à la population et veiller à obtenir son soutien tacite en la convainquant que les résultats seront à la hauteur des efforts et des sacrifices consentis et justifieront les bouleversements économiques.

Une approche de planification à long terme et pragmatique du gouvernement est également cruciale, tout comme une culture de services publics fondée sur l'honnêteté. L'administration doit attirer et conserver dans ses rangs des personnes talentueuses, en offrant un meilleur salaire, des promotions et une reconnaissance aux fonctionnaires capables d'améliorer dans une certaine mesure la performance du secteur public. Le Rapport recommande également une augmentation des échanges internationaux de fonctionnaires.

Sécurité économique

Sachant qu'une économie à croissance rapide est en constante transition, la prise en considération des individus, des familles et de leur sécurité économique constitue un facteur déterminant pour la croissance. Selon le Rapport, les dispositifs d'indemnisation du chômage et les mesures favorisant la reconversion, la mobilité et l'accès aux services de base sont nécessaires d'un point de vue éthique et indispensables pour soutenir des politiques orientées vers la croissance.

Politique financière & monétaire

Le *Rapport sur la Croissance* met en garde contre le fait que les politiques de taux de change, même si elles constituent un important moyen de promotion des exportations, peuvent dénaturer l'évolution de l'économie en supprimant la pression naturelle du marché qui constitue pourtant un puissant moteur de changement.

Le Rapport indique également que les banques centrales s'acquittent plus efficacement de leur mission (contrôler l'inflation et, via les taux d'intérêt, maintenir un équilibre entre la production effective et potentielle) lorsqu'elles sont indépendantes.

Investissement public, Santé & Education

En se basant sur l'expérience de pays à croissance forte et durable, le Rapport préconise des taux d'investissement (secteurs privé et public confondus) représentant 25 pour cent ou plus du PIB. Le Rapport recommande qu'un tiers environ de ce chiffre corresponde à un investissement public dans les infrastructures physiques et le « capital humain » (éducation et formation).

L'investissement dans l'éducation et la santé et une approche basée sur les résultats de l'éducation - lecture, écriture et calcul - contribuent fortement à la

croissance, selon la Commission qui ajoute par ailleurs que les dépenses éducatives dans de nombreux pays sont synonymes de gaspillage et d'inefficacité.

L'éducation des filles constitue un test révélateur de l'engagement d'un gouvernement en faveur de l'égalité des chances. Les femmes éduquées ont des enfants en plus petit nombre, en meilleure santé ... Leurs enfants réussissent mieux à l'école. L'éducation des filles est donc un moyen de briser le cycle intergénérationnel de la pauvreté.

Le Rapport considère également l'investissement infrastructurel comme particulièrement important pour la croissance. Le Rapport met en avant la nécessité de partenariats public/privé clairement établis et soumis à une surveillance étroite, le secteur privé devant supporter les risques commerciaux. Les gouvernements doivent également résister à la tentation de considérer les infrastructures comme une source de revenus à travers une augmentation de la fiscalité, ce qui conduit à des services surfacturés, hors de portée de larges pans de la population.

Environnement et utilisation de l'énergie

Le Rapport souligne que les stratégies de croissance doivent tenir compte, dès le début, du coût de la pollution, même si elles n'adoptent pas immédiatement les normes environnementales les plus strictes en vigueur dans les pays riches.

Le Rapport met en garde contre les subventions à l'énergie qui pénalisent les investissements de capitaux dans l'efficacité énergétique et peuvent influencer négativement l'évolution structurelle de l'économie. Par ailleurs, ces subventions impliquent une charge financière accrue en raison de la hausse des prix de l'énergie, détournant ainsi de l'argent qui serait bien mieux employé sur des infrastructures publiques négligées. Enfin, ces subventions à l'énergie freineront la participation des pays en développement aux efforts mondiaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Réchauffement de la planète

Le Rapport indique que les pays développés doivent montrer l'exemple en concentrant leurs efforts sur les objectifs de réduction des émissions à moyen terme, les incitations aux économies d'énergie et le développement de technologies d'atténuation du réchauffement. Des négociations internationales devraient définir des objectifs de réduction des émissions de CO₂ pour les pays plus avancés, à atteindre dans un horizon de 10 ou 15 ans.

Le Rapport préconise également des subventions plus généreuses pour le développement de technologies d'efficacité énergétique ; la création d'une institution internationale chargée de surveiller les réductions d'émissions et l'application d'autres mesures d'atténuation ; une meilleure collaboration internationale dans le cadre du Mécanisme de Développement Propre du protocole de Kyoto, dont les dispositions prévoient que les pays riches paient pour les réductions d'émissions dans les pays plus pauvres ; et une acceptation du double critère d'efficacité et d'équité en matière d'atténuation des émissions de CO₂.

Marchés du travail

Le marché du travail joue un rôle primordial dans l'économie et les politiques de croissance. Le Rapport examine les relations entre les secteurs formel et informel du marché du travail et conclut que le secteur formel offre généralement de meilleurs salaires et conditions que le secteur informel. Dans la plupart des cas, le coût élevé de la main d'œuvre dans le secteur formel découragera l'investissement, notamment dans les industries exportatrices confrontées à une forte concurrence sur le marché mondial. Le Rapport recommande aux gouvernements d'adopter un compromis pragmatique pour combler l'écart entre les deux secteurs, en autorisant les industries exportatrices à recruter des salariés à des conditions moins strictes que celles prévalant dans le secteur formel, mais en assurant une protection adéquate et sans menacer les participants du secteur formel.

Dichotomie urbain-rural

Avec la moitié de la population mondiale vivant aujourd'hui en milieu urbain, le Rapport nous rappelle que l'industrialisation d'un pays s'est toujours accompagnée d'un processus d'urbanisation. Au lieu de considérer l'urbanisation comme un effet secondaire déplaisant de la croissance, le Rapport préconise une meilleure gestion de l'urbanisation et l'exploitation de ses avantages. Le Rapport recommande des investissements accrus dans les infrastructures urbaines avec des directives claires et des incitations adéquates, un financement du logement dûment réglementé, des principes de planification sains et des systèmes solides de droits de propriété.

Le Rapport met également l'accent sur le rôle de l'agriculture et l'importance des services publics ruraux afin que ce soit la productivité qui motive la migration vers les villes, et non l'accès à de meilleurs services.

Recommandations pour les pays confrontés à des enjeux spécifiques

Recommandations spécifiques pour quatre groupes de pays (pays africains, petits Etats, pays riches en ressources et pays à revenus moyens) :

- Dans le cas de l'*Afrique subsaharienne*, le Rapport recommande une augmentation de la productivité et de la production dans le secteur de l'agriculture en s'appuyant sur des ressources, des technologies et des investissements infrastructurels externes. La diversification des exportations et l'intégration économique régionale sont également encouragées.

Le Rapport préconise également de poursuivre l'amélioration de la scolarisation dans l'enseignement primaire, d'affecter davantage de ressources à l'enseignement secondaire et supérieur, et de garantir la scolarisation des filles et leur accès à un emploi productif.

Le Rapport recommande également une augmentation de la productivité des entreprises du secteur privé, avec une réduction des charges pesant sur les entreprises et une simplification des formalités administratives. Il est également crucial d'offrir à tous les citoyens et secteurs un accès à des canaux sûrs pour l'épargne et le crédit. Le Rapport souligne qu'il est particulièrement important pour un pays africain enclavé et sans ressources de bénéficier d'une coopération et d'une intégration régionales.

Le Rapport demande aux économies industrialisées d'accorder aux pays africains des tarifs douaniers préférentiels, limités dans le temps, sur les exportations de produits manufacturés afin de les aider à surmonter les obstacles liés à leur retard. Il leur demande également de financer le développement de l'enseignement supérieur africain afin d'endiguer la fuite des cerveaux.

- Outre un meilleur usage des recettes tirées des ressources naturelles, la Commission recommande la mise en œuvre de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (EITI) et de l'Initiative EITI++ afin de promouvoir la bonne gouvernance et la transparence dans les pays riches en ressources. La Commission est également en faveur d'un processus de renégociation dans les pays riches en ressources afin de rétablir l'équilibre entre les entreprises exploitant les ressources naturelles et le gouvernement.

Le Rapport préconise également d'affecter en premier lieu les recettes tirées des ressources naturelles au financement d'investissement public. La Commission recommande que les recettes restantes soient placées dans un fonds, géré par des experts en investissement et fonctionnant selon un ensemble de critères parfaitement définis tels que le retour sur investissement, le risque et la diversification. Le fonds devrait redistribuer

(un peu comme les fonds de dotation dans les organisations sans but lucratif) chaque année un certain pourcentage afin d'en faire bénéficier tous les citoyens, soit directement sous forme de revenus, soit indirectement sous forme de réduction de la pression fiscale.

- Les défis spécifiques des 50 petits Etats peuplés de moins de moins de 2 millions d'habitants ont également été examinés par la Commission – en particulier l'absence d'économies d'échelle, les coûts plus élevés des institutions de gouvernance par habitant, et les coûts de production plus élevés pour les marchandises non soumises à la concurrence internationale.

Le Rapport soutient qu'une intégration régionale économique et une union politique partielle, avec un partage de prestataires de services publics, constituent des éléments importants de la stratégie des petits Etats.

- *Le Rapport sur la Croissance* indique également que l'industrie financière mondiale et les institutions financières internationales devraient pouvoir créer des instruments financiers intéressants pour les petits Etats. Par exemple, les Etats caribéens, avec l'aide de donateurs, ont créé un fonds d'assurance pour les membres frappés par des ouragans ou des tremblements de terre. Leur fonds de réserve est réassuré dans les marchés financiers internationaux.
- *Le Rapport sur la Croissance* s'est également penché sur les pays qui ont atteint des revenus moyens et a examiné les changements de politique nécessaires à une transition entre des niveaux de revenus moyens et des niveaux de revenus élevés et entre des industries à fort coefficient de main-d'œuvre et des industries à haute densité de savoir. Le Rapport met en garde contre les dangers de l'interventionnisme dans le processus de déclin et de pertes d'emplois que subissent des industries à fort coefficient main-d'œuvre.

Le Rapport prévient que les politiques industrielles, notamment la promotion des exportations via la gestion du taux de change, les zones franches d'exportation et les incitations fiscales, doivent être limitées dans le temps. L'investissement dans l'enseignement supérieur et le capital humain est également un élément déterminant de la diversification des économies à ce stade de croissance.

Tendances mondiales – Sentiment protectionniste, Essor de l'Inde et de la Chine, Hausse des prix des matières premières, Evolution démographique, Déséquilibres mondiaux et Gouvernance mondiale

Le Rapport aborde également les tendances mondiales qui échappent au contrôle de tout décideur politique d'un pays en développement.

Outre le réchauffement de la planète, le Rapport se penche sur le sentiment protectionniste, l'essor de l'Inde et de la Chine, l'augmentation des prix des matières premières, l'évolution de la démographie mondiale, les déséquilibres mondiaux et la gouvernance mondiale dans l'économie.

Sentiment protectionniste

Le Rapport souligne que le changement structurel sous la pression concurrentielle favorise l'augmentation de la productivité. Il est contreproductif de s'accrocher aux industries stagnantes, y compris aux industries autrefois responsables de la croissance du pays. Les gouvernements doivent toutefois, dans la mesure du possible, protéger les personnes contre les retombées négatives en mettant en place des dispositifs d'indemnisation du chômage, des mesures de reconversion et un accès ininterrompu aux soins de santé, pour ne citer que quelques exemples.

L'essor de l'Inde et de la Chine

Le Rapport convient également que l'abondance de main d'œuvre en Chine et en Inde a conduit à une baisse des prix de fabrication, décourageant ainsi les pays à s'embarquer dans des stratégies de croissance à fort coefficient de main d'œuvre. Le Rapport souligne toutefois que dans les pays où la main d'œuvre est bon marché, les revenus provenant des produits manufacturés dépassent malgré tout le coût du capital.

Le Rapport note que la Chine et l'Inde représentent une opportunité significative. Les deux pays importent des volumes croissants de marchandises d'autres pays d'Asie, destinés aux marchés domestiques ou à alimenter les chaînes d'approvisionnement.

Hausse des prix des matières premières

Selon le Rapport, les prix des denrées alimentaires, des minerais, du pétrole et du gaz devraient rester élevés, même s'ils ne se maintiennent pas à leurs niveaux actuels.

Ces prix en hausse sont autant d'incitations pour économiser sur la demande et élargir l'offre. Ils devraient déclencher des améliorations technologiques, augmenter la productivité agricole en Afrique ou améliorer l'efficacité énergétique dans les économies avancées. Dans cette optique, le Rapport recommande d'éviter, si possible, les subventions et les contrôles des prix. Le Rapport souligne néanmoins la nécessité de développer des filets de sécurité

plus efficaces et des mécanismes de redistribution afin de protéger les personnes vulnérables contre les soudaines flambées des prix.

Les actions recommandées par le Rapport pour combattre les hausses de prix des denrées alimentaires incluent la levée des interdictions d'exportation de denrées alimentaires et des filets de sécurité plus efficaces. Le Rapport demande également que les politiques qui favorisent les biocarburants au détriment des denrées alimentaires soient révisées et si nécessaire inversées, et que des réserves et des stocks soient constitués afin de soulager des pénuries temporaires.

Evolution de la démographie

Le Rapport aborde les questions du vieillissement de la population mondiale et de l'augmentation de la migration mondiale et examine si elles auront un impact négatif sur la croissance.

La Commission pense que des réformes sont nécessaires afin de restaurer la viabilité financière de nombreux systèmes de retraite nationaux, ce qui contribuera à changer la durée et le schéma des vies professionnelles. Si ces réformes sont mises en œuvre progressivement, les études démontrent qu'il n'existe aucune raison irréfutable de prévoir un ralentissement majeur de la croissance mondiale.

Le Rapport indique également que les économies à croissance rapide, où les opportunités abondent, peuvent attirer une migration de retour substantielle. Un moyen de conserver les meilleurs talents est d'offrir aux étudiants des prêts d'études, puis de réduire le montant du remboursement pour chaque année de travail dans leur pays d'origine.

Déséquilibres mondiaux et gouvernance mondiale

Enfin, le Rapport se penche sur les déséquilibres de l'économie mondiale et les enjeux de la gouvernance mondiale.

Les taux d'épargne américains restent faibles, l'accumulation de réserves par la Chine n'a pas ralenti, et son excédent commercial, autrefois modeste, grimpe rapidement aujourd'hui. Les devises qui suivent le dollar (ou le yuan) ont largement accompagné la devise américaine dans sa descente, au mépris de leurs principes fondamentaux sous-jacents.

Selon le Rapport, le défi actuel réside dans le déficit commercial des Etats-Unis et le surplus d'épargne des pays en développement.

Le Rapport préconise l'établissement d'un mécanisme pour coordonner les politiques du nombre croissant de pays influents et sauvegarder la stabilité du système financier mondial.

Le Rapport reconnaît que les nouvelles architectures de la gouvernance mondiale mettront du temps à se développer. Entre-temps, il subsistera un décalage entre les degrés et niveaux d'interdépendance et notre capacité collective à définir des réglementations et réagir de manière coordonnée. Cela génère un risque exponentiel qu'il convient de traiter dans la politique intérieure de tous les pays.